



Les défis du développement rural des pays ACP

**1^{er} Briefing sur le développement à Bruxelles
4 juillet 2007**

Dans le cadre des débats sur les questions de développement ACP-UE à Bruxelles, le CTA, avec autres partenaires, a organisé le 4 juillet 2007 un 1^{er} Briefing sur le thème «Les défis du développement rural des pays ACP».

Ce premier Briefing a abordé trois sujets:

- L'environnement macroéconomique et son impact sur les populations rurales pauvres
- Le contexte politique et le processus d'intégration régionale africaine
- L'efficacité, l'harmonisation et la cohérence de l'aide des donateurs.

Partenaires des Briefings :

- CTA
- Commission européenne
- Présidence de l'UE
- Groupe ACP
- Euforic
- Concord
- IPS Europe

Le rôle clé de l'agriculture



Dans son allocution d'ouverture, Ferdinand Nyabenda, Sous-secrétaire Général chargé du Développement Durable auprès du

Secrétariat ACP, a souligné qu'il est fondamental de prendre conscience du rôle clé de l'agriculture et du besoin d'alliances entre les gouvernements, les donateurs et les organisations de producteurs afin de remettre ce thème au premier plan de l'agenda du développement.

Le rapport du développement de la Banque Mondiale pour 2008 centré sur le développement rural est certainement une avancée majeure. Le rôle des producteurs et de la société civile doit aussi être reconnu dans toute initiative ayant un



impact sur le secteur rural et agricole. Le Dr Hansjörg Neun, Directeur du CTA, a mis en évidence le paradoxe selon lequel malgré toutes

les déclarations politiques faites aux plus hauts niveaux (ODM, Maputo) et les connaissances acquises concernant le développement rural et l'agriculture, trop peu ait été fait concrètement sur le terrain afin de permettre un véritable changement dans le niveau de vie des populations rurales pauvres. Ceci démontre l'importance cruciale de l'information et le rôle que le CTA doit assurer.

Peter Ballantyne, Directeur de Euforic, a souligné l'importance de la mise en réseau et de la nécessité de fournir une valeur ajoutée aux briefings en partageant les informations reçues d'une manière plus systématique.

De Berlin à Bruxelles: le thème du développement rural en première ligne

Philippe Mikos de la DG Développement de la Commission européenne, après avoir accueilli et remercié les participants, a analysé certaines conclusions du second «Forum européen sur le Développement rural durable» tenu récemment à Berlin.

Son principal message par rapport à Berlin est que "l'agriculture et le développement rural sont à nouveau des thèmes en première ligne", après avoir été trop longtemps marginalisés. Pour



démontrer cette thèse, il a souligné qu'environ 10-15% de l'actuel 10ème FED est destiné à ce secteur. L'agriculture est en outre un élément majeur de la nouvelle Stratégie UE-Afrique ainsi que d'autres processus politiques. Ce qui compte surtout est que l'agriculture et le développement rural deviennent des thèmes prioritaires dans les politiques publiques des pays en développement. Les gouvernements et les autres acteurs impliqués ont commencé à prendre conscience que l'agriculture est "le cœur de la croissance soutenable, le centre du développement rural".

Un deuxième message a été le changement de la composition des participants et intervenants. M. Mikos a souligné la présence à Berlin d'une représentation beaucoup plus importante que dans le passé de la société civile, grâce à la présence d'organisations de producteurs et de leurs représentants, particulièrement actifs durant les débats. Ceci constitue un très bon signe, représentant une "vague de démocratisation" dans laquelle les bénéficiaires sont «impliqués activement en ce qui concerne la mise en œuvre de politiques» liées à l'agriculture et au développement rural.

Comme l'a souligné Bernard Petit, Directeur Général adjoint à la DG Développement, «aujourd'hui le développement est devenu quelque chose de profondément politique. Bien sûr l'objectif principal de combattre la pauvreté et atteindre les Objectifs du Millénaire n'a pas changé. Mais le développement est devenu la meilleure réponse aux problèmes comme la migration, l'insécurité, la protection des ressources naturelles de la planète, en un mot, de l'équilibre international».

Ruralité, résilience, fiabilité: trois piliers du développement rural

La première session a apporté une perspective globale au défi de la globalisation des économies rurales de subsistance dans les pays ACP.

Steve Wiggins de ODI (Overseas Development Institute) a souligné certains des défis du développement rural en Afrique comme le VIH/SIDA, le changement climatique, les termes de l'échange (tous bien connus) en apportant des exemples comme les marchés urbains instables pour les producteurs locaux (problème moins connu). Trouver des marchés fiables pour les produits ruraux a été un problème récurrent dans les discussions. Les producteurs, comme a souligné un membre de l'auditoire, veulent simplement «qu'on leur achète leurs produits».



Comme a souligné par la suite Thomas Elhaut (Directeur du FIDA - Fonds International de Développement Agricole - pour la Région Pacifique), si

les problèmes peuvent sembler être 'ruraux', les solutions ne le sont pas nécessairement.

Steve Wiggins a aussi souligné certains développements surprenants en Afrique – comme la rapide diffusion des téléphones portables – et ceci n'est qu'un début. Il a aussi, statistiques à l'appui, montré que la productivité de céréales dans certains pays africains est un «succès»

comme l'a été la révolution du riz en Asie. Il y a beaucoup à apprendre de cette expérience.

Malgré ces succès peu connus, M. Wiggins a souligné que la préparation nécessaire pour faire face aux calamités et à la vulnérabilité représente une question majeure.

Outre une meilleure préparation, une réponse pourrait venir de la résilience – la capacité d'adaptation – des populations rurales. Comme suggéré justement par M. Elhaut, les zones rurales agissent comme des «filets de sauvetage», récupérant les personnes à temps quand le secteur moderne urbain échoue, et c'est alors que la population rurale a besoin de ce que Wiggins appelle "de meilleurs liens, de meilleures connexions" qui leur permettent d'adapter et développer la résilience dont ils ont besoin pour surmonter les désastres.

Les deux orateurs suivants ont élargi le débat au Pacifique et aux Caraïbes. Thomas Elhaut et Al Binger ont présenté un tableau plutôt pessimiste des niveaux de vie rurale, et des perspectives dans



les deux régions insulaires, où les marchés locaux sont réduits et éloignés, spécialement dans la région Pacifique. Les économies dépendent souvent de quelques produits de base, ressentent de la fuite des cerveaux, dépendent de plus en plus des transferts de fonds venant de l'étranger, et leur environnement naturel est vulnérable face aux désastres.

Malgré une superficie limitée, les populations rurales souffrent du manque d'infrastructures, du fort taux de chômage, des problèmes sociaux, d'un accès limité aux services de base, et du déclin dans les possibilités de carrière. Les jeunes semblent être particulièrement à risque. Aux Caraïbes, ces problèmes sont en partie dus aux coûts élevés de la globalisation, des négociations commerciales défavorables (les zones rurales ont perdu l'accès préférentiel à l'UE) et le manque d'alternative. A noter aussi un manque de jeunes leaders parmi les producteurs ruraux.

Un nouveau paradigme?

Que peut-on faire? S. Wiggins a souligné encore une fois le besoin de marchés locaux, de créer une demande locale pour des produits locaux. Al Binger partage cet avis: «On ne peut pas réussir le développement rural si on n'est pas en mesure d'offrir des marchés, ni d'être compétitifs sur nos propres marchés». Al Binger a plaidé pour un nouveau paradigme, qui soit 'sexy' et fasse du développement rural la Une des médias. La diversification est certainement une partie de la nouvelle approche, pas seulement pour de

nouveaux produits, mais aussi pour des produits qui existent déjà [en savoir plus]. Il est important de regarder au-delà de la production agricole pour prendre en considération le système dans sa globalité, de la production à la commercialisation, jusqu'à la consommation.

Selon Al Binger, ce nouveau paradigme ne doit pas s'appliquer que dans les zones rurales. L'OMC pourrait soutenir plus efficacement le développement rural dans les petites îles des pays en développement – tout en différenciant entre petits et grands marchés. Selon lui, les règles de l'OMC doivent être équitables et non pas identiques. Comme l'a souligné Arnold Thomas de St. Vincent: "nous ne pouvons pas appliquer le critère de la taille unique" et pour Al Binger la protection des producteurs du Nord ne doit pas se faire au détriment de ceux du Sud. Pour Thomas Elhaut, il est crucial que l'agriculture revienne au centre des discussions du développement. Ceci demande un dialogue politique renforcé, et signifie "donner la voix aux pauvres" – en renforçant les capacités locales car si l'on regarde les pauvres comme des producteurs contribuant à la croissance, ils constituent alors une partie de la solution plutôt que le problème.

Diversification: changer les habitudes, pas les cultures!

La question de la diversification et de l'emplacement des marchés a été un thème récurrent durant les discussions du matin. Argumentant que "aucune agriculture a un seul et unique usage", le Professeur Al Binger a suggéré qu'au lieu de passer d'une agriculture à une autre, il serait préférable de passer à d'autres usages sur une culture déjà existante.

Prenant l'exemple du sucre, M. Binger a affirmé qu'il y a de bonnes raisons de laisser les producteurs cultiver des terres adaptées à l'environnement pour de nouvelles utilisations. L'aspect financier: quand il est cultivé pour les édulcorants, 10 tonnes de sucre de canne peuvent valoir environ 250 dollars, mais si c'est pour l'énergie elles peuvent valoir 1200 dollars (aux Caraïbes). L'aspect environnemental: cultiver le sucre de canne pour sa biomasse au lieu que pour son sucrose pourrait être "juste comme un bon pétrole" – mais avec les avantages d'une source d'énergie renouvelable.



Pas de sécurité alimentaire sans souveraineté alimentaire

«L'Objectif du Millénaire de

réduire de moitié le nombre de personnes souffrant la faim pourrait être atteint seulement parce que les personnes souffrantes sont déjà en train de mourir en grand nombre». Le Professeur Marcel Mazoyer a introduit ainsi sa présentation sur le contexte politique et le processus d'intégration régionale en Afrique. Les problèmes de sécurité alimentaire ne sont pas causés par la forte croissance de la population mondiale, ni par la dégradation des ressources naturelles ou par un manque de capacité dans la production alimentaire, mais par le fait que les plus riches prennent une part excessive du marché.

S'il est vrai qu'il y a maintenant une plus importante prise de conscience sur le fait que 'l'accès à l'alimentation' est un droit de l'homme, ceci est une promesse vide à moins que les pays s'engagent en faveur de la sécurité alimentaire. Le développement de l'agriculture et les politiques rurales sont la clé de la question. Dans un marché non régulé, on ne peut pas assurer la sécurité alimentaire aux pays les plus pauvres. Ainsi les gouvernements devraient permettre de contrôler les prix des importations et des exportations et compléter 'la souveraineté alimentaire.' M. Mazoyer a conclu en insistant sur le fait que la réelle cause de la malnutrition n'est pas la surpopulation mais un ensemble de politiques faibles et les accords internationaux en vigueur. Les politiques doivent assurer l'accès à la terre, au crédit, à la recherche et au développement.



Réfléchissant sur ces questions, Mamadou Cissokho, représentant du ROPPA, se demande pourquoi, si les pays développés ont protégé leur agriculture, les autres

nations ne pourraient pas en faire de même?

Compléter le puzzle de l'aide

Assimilant l'harmonisation de l'aide à un puzzle, Bernard Petit, Directeur Général Adjoint de la DG Développement de la Commission européenne, a souligné que les donateurs, mis ensemble, offrent aux gouvernements des pays en voie de développement beaucoup de «pièces» d'assistance.



Toutefois, il est pratiquement impossible pour quiconque de voir le dessin complet du puzzle terminé. Les efforts même de monitoring et conditionnalité des donateurs – qui construisent chacun leurs propres tableaux – souvent n'aident pas. Parfois ils entrent en effet en conflit avec les stratégies

nationales des gouvernements; et quand un pays reçoit 800 missions par an, la mise en œuvre de projets de développement est souvent un risque.

A travers une meilleure coordination au niveau national et international, l'image du puzzle pourrait être plus claire pour tous, et toutes les pièces pourraient être à leur place.

Tenant compte de cette situation, la Commission a adopté deux mesures principales afin de renforcer l'harmonisation des efforts des donateurs.

La Commission a introduit un 'Code de conduite' qui encourage les donateurs à tenir compte des plans nationaux et assurer la cohérence entre les efforts des différents donateurs. La seconde approche vise à encourager la division du travail afin qu'un donateur principal soit assigné pour chaque secteur prioritaire dans un pays déterminé. Le rôle du donateur 'leader' consiste à être un donateur interlocuteur unique avec le gouvernement national dans un secteur, plutôt que se trouver dans la situation où chaque donateur développe ses propres réseaux de communication avec, par exemple, différents ministères.

L'idée est que les donateurs européens soient chacun limités à trois secteurs dans un pays, qu'un donateur européen unique dirige le dialogue dans un seul secteur, les donateurs ne devraient pas se précipiter vers leurs pays favoris, ni négliger les Etats fragiles.

A travers des exemples, M. Petit a souligné les défis auxquels la communauté des donateurs doit faire face aujourd'hui pour harmoniser engagements politiques et pratique concrète sur le terrain. A présent pour les gouvernements européens le défi est de trouver les ressources budgétaires pour un engagement continu et assurer que l'aide soit plus concrète et efficace.

Au cours de ses 36 ans de carrière auprès de la Commission européenne, Bernard Petit a montré le changement et l'évolution de la terminologie de l'aide en réponse aux dernières 'tendances' – mais qu'est-ce qui a réellement changé sur le terrain? Il est temps de renverser la tendance.

Michael Wales, représentant de la Plateforme Globale des Donateurs sur le Développement rural, organisation qui réunit une trentaine d'institutions et 80% des ressources au service du développement rural, a reconnu que le développement rural est un problème complexe. Selon lui il est fondamental de reconnaître le rôle

du développement rural comme élément qui favorise la croissance et la réduction de la pauvreté, de rendre plus efficace le travail des donateurs et de partager les connaissances.

Une question clé est le manque de confiance dans les institutions nationales. Un système national solide est nécessaire, et doit avoir les moyens de concrétiser ses programmes et donner le juste poids à la société civile.

Les donateurs pourraient agir mieux en écoutant les communautés locales

Denise Auclair de CIDSE-Caritas Europa a présenté une récente étude de cas sur l'impact de l'aide de l'UE dans les communautés rurales.



Mme Auclair a souligné la nécessité d'impliquer dans les projets la société civile à un niveau local et, tout en appréciant l'initiative de la Commission représentée par le 'Code de conduite',

des doutes subsistent sur comment les pays donateurs «leaders» seraient assignés aux différents secteurs.

Sur la question de l'harmonisation et de la division du travail entre les donateurs, Mme Auclair a reconnu que les actions de l'UE ont joué rôle primordial en stimulant les donateurs européens à travailler sur ces questions. Toutefois l'allocation de l'aide dans différents secteurs pourrait encore être un problème tant qu'elle sera liée aux priorités des donateurs plutôt qu'à celles des gouvernements bénéficiaires.

Prochains Briefings

Le **Briefing de septembre** aura pour thème le Rapport 2008 sur le développement dans le monde sur «L'Agriculture au service du développement» (*sous réserve de modifications*).

Le **Briefing du 17 octobre** sera consacré à la communication de la Commission européenne "Etat d'Avancement de l'Agriculture Africaine."

Pour en savoir plus

Le site Web

<http://www.brusselsbriefings.net>

Le programme

<http://briefingsbruxelles.wordpress.com/briefings-precédents/4-juillet-2007>

Les entretiens vidéo

http://euforic.blip.tv/posts/?topic_name=brubriefings

Documentation

Archives des présentations et articles

<http://brusselsbriefings.pbwiki.com>